

l'effort de vente. Ensuite, il faut un programme très énergique pour augmenter la productivité dans ce pays, pour abaisser les coûts, les prix de vente, pour rendre nos produits plus compétitifs par rapport aux produits étrangers qui se vendent sur le marché canadien et qui font de la concurrence aux produits canadiens vendus à l'étranger. Qu'a fait le gouvernement pour améliorer les échanges dans ce domaine? La réponse est très simple, monsieur l'Orateur. Le gouvernement n'a strictement rien fait.

Je vais d'ailleurs vous dire pourquoi cette inertie du gouvernement est évidente. Regardez d'abord les chiffres des produits exportés en 1971. Vous verrez alors que cette année, nos exportations n'ont augmenté que du chiffre ridicule de 5 p. 100. C'est tout. Si nos industries d'exportation veulent faire leur part et fournir à notre classe laborieuse, qui ne fait qu'augmenter chaque année, les emplois supplémentaires dont elle a besoin, il faut que dans notre pays les exportations augmentent au moins de 10 p. 100 par année. C'est là une condition sine qua non. Sinon, elles ne procureront pas aux personnes qui devraient y travailler les emplois qu'elles devraient recevoir chaque année. C'est aussi simple que cela.

Il va sans dire que la majeure partie de nos exportations est constituée de produits entièrement manufacturés. Nous ne disposons pas de la répartition entre nos fabricants de produits non traités, semitraités et entièrement traités. On est en train de l'établir en ce moment. L'an dernier, l'augmentation que nous avons connue pour les produits entièrement manufacturés ne constituait qu'un très faible pourcentage par rapport à l'ensemble. Il y a eu une augmentation globale de 15 p. 100 l'an passé et les produits non traités ont augmenté de 31.8 p. 100.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît! Je dois interrompre l'honorable député. Je l'informe que, bien que je me rende compte de ce qu'il essaie de faire, le but de son discours est évident, du moins pour la présidence. Il doit faire un effort pour relier ses observations à la motion soumise à la Chambre qui est une motion tendant à l'ajournement, peut-être à une situation commerciale, si le député veut l'appeler ainsi. Nous ne pouvons pas avoir un débat général sur le chômage, un débat général sur le commerce et un débat général sur chacun des sujets d'intérêt général. Je crois qu'il appartient aux députés de faire un effort pour rattacher de façon claire et précise leurs observations à la motion à l'étude.

L'hon. M. Hees: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Naturellement, je suis entièrement d'accord avec vous. J'essayais simplement de donner au gouvernement quelques conseils sur la façon de se conduire au cours des sept prochaines semaines pendant lesquelles il ne bénéficiera pas de nos conseils au Parlement.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Je suis disposé, soit de ma banquette ici, soit en allant voir chacun en particulier, à démontrer précisément ce qu'il y aurait lieu de faire et ce qui peut marcher du point de vue pratique. Je veux bien admettre que ce n'est pas le temps pour le dire. J'ai mentionné assez souvent la lutte contre le chômage que doit entreprendre le gouvernement. Celui-ci a négligé ce problème et devrait s'en préoccuper au cours des sept prochaines semaines. Il n'y a aucun doute là-dessus, je crois.

Il faudrait également mettre en œuvre un programme de lutte contre l'inflation en prévision d'une hausse du taux d'inflation encore plus accélérée qu'à l'heure actuelle. Le gouvernement n'a aucun programme de lutte

[L'hon. M. Hees.]

contre l'inflation. Le dernier qu'il a élaboré était une farce qui a bien fait rire le monde des affaires et les syndicats ouvriers. Le gouvernement a annoncé des directives, mais elles ne comportaient aucune sanction. Les hommes d'affaires et les syndicats s'en sont moqués et rien ne s'est fait. Le programme s'est révélé un échec total.

Il est évident qu'en présentant cette motion d'ajournement de sept semaines, tout ce que cherchent le premier ministre (M. Trudeau) et le cabinet est de se décharger du fardeau de l'opposition. Le premier ministre a très peu d'égard et de respect envers le Parlement. Il ne nous aime pas. Il ne veut pas nous voir ici. Nous ne sommes rien. Nous sommes pour lui une source d'ennuis. Nous l'obligeons à aller à la Chambre chaque jour et à répondre à des questions embarrassantes. Il n'aime pas ça.

Il a été intéressant d'entendre le compte-rendu de ce qu'a fait le gouvernement au cours de ces trois derniers mois et demi. Tout a été mentionné, sauf ce qu'a fait le gouvernement pour résoudre les six cas de fuite qui se sont produits en six semaines et ce qu'il va entreprendre dans l'avenir. Nous sommes impatients de savoir ce qu'on va nous dire à notre retour à ce sujet. En nous éloignant pendant sept semaines, nous qui sommes payés pour venir ici, travailler et exercer des fonctions au Parlement...

L'hon. M. McIlraith: Monsieur l'Orateur...

L'hon. M. Hees: Je vous répondrai plus tard, George. On nous paie pour accomplir une tâche au Parlement. Nous devrions revenir ici le 21 janvier afin de conseiller le gouvernement, de le combattre au besoin, et de voir à ce qu'il s'acquitte de ses devoirs. Nous devons refuser d'être relégués à l'arrière-plan par le premier ministre qui nous considère comme des nullités. Ne lui permettons pas, non plus qu'à ses collègues, de simplement se débarrasser de nous, et d'esquiver ainsi des questions gênantes.

Vous imaginez sans peine quelle sorte de programme le gouvernement nous présentera lors de notre rentrée du 16 février. Il contiendra encore plus de généralités et d'idées abracadabrantes, à jamais irréalisables et qui ne se matérialiseront jamais. Notre pays mérite infiniment mieux. Je demande au gouvernement d'examiner à nouveau la question. Qu'il prenne conscience de ses obligations envers le pays. Qu'il nous rappelle dans trois semaines et nous lui montrerons ce dont le pays a besoin pour se remettre d'aplomb.

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. On peut considérer que l'honorable député a encore la parole. Il autorisera le député à poser une question. Est-ce d'accord?

Des voix: D'accord.

L'hon. M. McIlraith: Monsieur l'Orateur, j'ai écouté avec attention le discours du député. Lorsqu'il a parlé de devoir pour les députés d'être présents ce matin...

L'hon. M. Hees: Pas ce matin.

L'hon. M. McIlraith: L'honorable député se référerait-il aux 11 des 12 députés des premiers bancs de son parti qui sont absents ce matin, ou pensait-il à son chef qui n'a été présent à aucun des moments cruciaux des débats sur le bill relatif à la commercialisation des produits agricoles?

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, je suis heureux que le député ait posé cette question car vous pouvez constater